



RENDU EXECUTOIRE LE

17 JAN. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 09/01/2024

Reçu en préfecture le 09/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240109-24_A_SE_0018-AR

S'LO

DGAS

Service des Etablissements

39 rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0018

du **09 JAN. 2024**

Portant fixation pour l'année 2024
du tarif hébergement pour les bénéficiaires de
l'aide sociale au sein des EHPAD "Ste
Elisabeth" de La PUYE/BETHINES et "St
André" de SAINT PIERRE DE MAILLE
gérés par l'Association Les Ages

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général de la Vienne du 23 mars 2011
portant modification de la répartition des places habilitées à l'Aide Sociale des EHPAD "Ste
Elisabeth" à LA PUYE/BETHINES et "Ste André" à SAINT PIERRE DE MAILLE ;

VU la convention n° 2004-001-DISS-ETAB relative à l'habilitation partielle de
l'EHPAD "Saint-André" à SAINT PIERRE DE MAILLE à recevoir des bénéficiaires de l'aide
sociale à l'hébergement conclue le 1^{er} septembre 2004 ;

VU la convention n° 2005-004-DISS-ETAB relative à l'habilitation partielle de
l'EHPAD "Ste Elisabeth" à LA PUYE/BETHINES à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale
à l'hébergement conclue le 30 mars 2005 ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au
taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et
de l'enfance-famille ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à
l'ouverture des crédits au 1^{er} janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : La prestation relative à l'hébergement des personnes âgées,
remboursable à l'EHPAD "Ste Elisabeth" à LA PUYE/BETHINES et à l'EHPAD "St André" à
SAINT PIERRE DE MAILLE pour les bénéficiaires de l'aide sociale départementale est fixée,
à compter du 1^{er} janvier 2024, à :

56,16 € par jour

.../...

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Vienne lavienn86.fr.

Fait à POITIERS, le **09 JAN. 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON